

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain,
Philippe Adriaenssens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan
Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin-e* ;
Didier Molders, Ahmed Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.03.25

#Objet : Création du règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie et approbation de la Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et le gestionnaire de voirie
#

Séance publique

Taxes communales

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relation à la mission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses

d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ; que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes physiques ou morales qui exploitent les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Auderghem ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le conseil communal entend encourager l'initiative s'inscrivant dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'émettent ni de CO2 ni de microparticules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs partie intégrante de cette mobilité plus douce et plus partagée ; que le taux réduit auquel sont soumises ces bornes de recharge pour véhicules électriques est par conséquent raisonnablement justifié ;

DÉCIDE :

- d'adopter le règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie ci-dessous;
- d'approuver la Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et le gestionnaire de voirie;

Règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie

I. DURÉE ET ASSIETTE

Article 1

§1. Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er avril 2025 et pour un terme de 6 ans expirant le 31 mars 2031 une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques placés sur la voirie publique.

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voiries publique :

- Voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale ;
- L'ensemble des autres lieux destinés à l'usage de tous, sans restriction d'accès[PM1].

II. TAUX

Article 2

§1. Le taux annuel de la taxe est de 125,00 ; - EUR/ par - point de recharge.

Toute borne comportant plusieurs points de charge permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de point de charge.

§2. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour l'ensemble des objets taxables visés par le présent règlement installés au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Par dérogation, en cas de changement en cours d'exercice d'imposition du titulaire de droit ou de personne physique ou morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents titulaires de droit réel ou des différentes personnes physiques ou morales exploitantes, en proportion du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel ou qu'elles auront été exploitantes.

Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

Cette mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n'est pas automatique et il appartient au redevable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition d'informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

§3. En cas de révocation de l'exploitation de placer les objets visés par le présent règlement, dans le courant de l'année, ni l'exploitant, ni le titulaire de droit réel sur ces objets ne pourront prétendre à aucune indemnité.

III. REDEVABLE

Article 3

La taxe est due :

- Par la personne physique ou morale qui exploite la borne de points de recharge pour véhicule électrique.

IV. EXONERATION

Article 4

§1. Peuvent être exonérés, à l'initiative et sur décision du Collège, l'ensemble des redevables dont l'activité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à préjudicier gravement à leur situation économique.

§2. L'exonération est calculée au prorata de la durée des travaux. La décision sera communiquée aux contribuables par voie écrite.

V. DÉCLARATION

Article 5

§1. L'administration communale adresse chaque année au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli, daté et signé dans un délai de 15 jours à dater de la date d'envoi mentionnée sur le formulaire ;

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition et le renvoyer dans un délai de 15 jours à dater de la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

§2. Le redevable est tenu de joindre à sa déclaration toutes les pièces justificatives relatives à son statut, à sa situation personnelle ou à ses affirmations. En outre, il doit à la demande de l'Administration et sans déplacement, produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

§3. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle déclaration devra être faite auprès de l'Administration communale endéans les quinze jours de cette modification.

§4. Tout nouvel appareil, toute nouvelle borne de recharge pour véhicule électrique placé dans le courant d'un exercice doit être déclaré dans le même délai de quinze jours.

Article 7

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

Article 8

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

VI. TAXATION D'OFFICE

Article 9

§1. L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

§2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable les motifs au recours à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4. Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

- Lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;
- Lorsqu'il s'agit de la deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 % ;
- Lorsqu'il s'agit de la troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième infraction a été commise : majoration de 200 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement. Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

VII. MESURES DE CONTRÔLE

Article 10

§1. Les contrôles, examens et contestations nécessaires quant à l'application du présent règlement sont constatés par le(s) fonctionnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

VIII. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 11

La présente taxe sera perçue par voie de rôle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019.

Article 12

§. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite par envoi postal, par remise contre accusé de réception au guichet du service communal des taxes, par fax ou par envoi électronique endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. Cette réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant.

§3. Le redevable ou son représentant qui souhaite être auditionné doit également expressément le mentionner dans sa réclamation.

§4. L'introduction d'une réclamation n'en suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

IX. MISE EN APPLICATION

Article 13

Le présent règlement est applicable à compter du 1er avril 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 28 mars 2025

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain,
Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan
Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Didier Molders, Ahmed Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.03.25

#Onderwerp : Creatie van het Reglement voor het uitrollen langs de gemeentewegen van een netwerk van laadpalen voor elektrische voertuigen en goedkeuring van de Overeenkomst tot uitvoering van het rotatietarief tussen Sibelga en wegbeheerder

#

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;

Gelet op de artikelen 117 en 118 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vaststelling, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan;

Gezien de wet van 13 april 2019 tot invoering van het wetboek van minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schulden en de latere wijzigingen ervan

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen ervan

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 houdende overdracht aan de Regering van de handelingen van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 betreffende de hervorming van de administratieve voogdij;

Gezien de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn heffingsbevoegdheid ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het aan het gemeentebestuur staat om in het kader van zijn fiscale autonomie de heffingsgrondslagen vast te stellen van de belastingen waarvan het de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waarin het meent te moeten voorzien, behoudens het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, namelijk de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; behoudens de bij wet bepaalde uitzonderingen, kiest het gemeentebestuur, onder controle van de toezichthoudende overheid, de grondslag voor de belastingen die het heft;

Overwegende dat zowel de vaststelling van de belastbare materie als van de personen die tot betaling van een belasting gehouden zijn, deel uitmaken van de fiscale autonomie die aan het gemeentebestuur is

toegekend; dat het op dit gebied over een discretionaire bevoegdheid beschikt die het uitoefent met inachtneming van zijn specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert en die in het bijzonder betrekking hebben op het onderhoud van de gemeentelijke wegen, voetpaden, openbare verlichting, netheid, preventie, veiligheid of politie; dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de natuurlijke of rechtspersonen die de oplaadpunten voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente Oudergem uitbaten; dat het bijgevolg legitiem is om een deel van deze uitgaven te financieren met de opbrengst van de belasting;

Overwegende dat het feit blijft bestaan dat de gemeente het initiatief wil aanmoedigen in het kader van een aanpak om de koolstofvoetafdruk te verminderen; dat elektrische voertuigen die op groene energie rijden noch CO₂, noch microdeeltjes van de brandstof uitstoten; dat de oplaadpunten voor deze elektrische voertuigen ook integraal deel uitmaken van deze zachtere en meer gedeelde mobiliteit; dat het verlaagde tarief waaraan deze oplaadpunten voor elektrische voertuigen onderworpen zijn, bijgevolg redelijk gerechtvaardigd is;

BESLIST :

- het reglement als volgt goed te keuren :
- de overeenkomst tot uitvoering van het rouleringstarief tussen Sibelga en de wegbeheerder goed te keuren;

Reglement voor het uitrollen langs de gemeentewegen van een netwerk van laadpalen voor elektrische voertuigen

I. DUUR EN BEOORDELINGSGRONDSLAG

Artikel 1

§1 Een jaarlijkse belasting op oplaadpunten voor elektrische voertuigen geplaatst op de openbare weg wordt ingevoerd ten voordele van de gemeente Oudergem, met ingang van 1 april 2025 en voor een duur van 6 jaar eindigend op 31 maart 2031.

Voor de toepassing van deze bepalingen worden openbare wegen als volgt gedefinieerd

- Een landweg die door het publiek wordt gebruikt, onafhankelijk van de eigendom van de basis ervan, met inbegrip van de bijgebouwen die nodig zijn voor het onderhoud ervan, en waarvan het beheer onder de verantwoordelijkheid van het gemeentebestuur valt;
- Alle andere plaatsen die bestemd zijn voor het gebruik door iedereen, zonder beperking van de toegang[PM1]

II. TARIEVEN

Artikel 2

§1 Het jaarlijkse tarief van de belasting bedraagt 125,00; - EUR/per - oplaadpunt.

Elk oplaadpunt met meerdere oplaadpunten voor het opladen van een elektrisch voertuig wordt geacht evenveel belastbare eenheden te omvatten als er oplaadpunten zijn.

§2 De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari van het belastingjaar voor alle belastbare eenheden die onder deze regeling vallen en geïnstalleerd zijn op 1 januari van het belastingjaar.

In afwijking hiervan wordt bij wijziging in de loop van het belastingjaar van de houder van het zakelijk recht of van de natuurlijke of rechtspersoon die het recht exploiteert, de belasting geheven van de verschillende houders van het zakelijk recht of van de verschillende natuurlijke of rechtspersonen die het recht exploiteren, naar evenredigheid van het aantal maanden waarin zij houder van het zakelijk recht of exploitant zijn geweest. Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd. Deze verdeling van de belasting op maandelijks basis naar rato tussen de verschillende betalingsplichtigen is niet automatisch en het is de verantwoordelijkheid van de betalingsplichtige op 1 januari van het belastingjaar om de gemeente schriftelijk op de hoogte te stellen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het onroerend goed exploiteert, binnen een termijn van vijftien dagen na de wijziging.

§3 In geval van intrekking van de exploitatie van de voorwerpen die onder dit reglement vallen in de loop van het jaar, kunnen noch de exploitant noch de houder van het zakelijk recht op deze voorwerpen aanspraak maken op enige vergoeding.

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belasting is verschuldigd :

- Door de natuurlijke of rechtspersoon die het oplaadpunt voor elektrische voertuigen exploiteert.

IV. VRIJSTELLING

Artikel 4

§1 Elke belastingplichtige wiens onderneming gevestigd is in een gebied waar werken aan de openbare weg worden uitgevoerd waarvan de uitzonderlijke omvang zijn economische toestand ernstig kan schaden, kan op initiatief en bij beslissing van de raad worden vrijgesteld.

§2 De vrijstelling wordt berekend in verhouding tot de duur van de werken. De belastingplichtigen worden schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

V. VERKLARING

Artikel 5

§1 Elk jaar stuurt het gemeentebestuur aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen de 15 dagen na de verzendingsdatum die op het formulier is vermeld;

Belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten er uiterlijk op 31 december van het belastingjaar een aanvragen en het binnen 15 dagen na de op het formulier vermelde verzenddatum terugsturen.

§2 De belastingplichtige moet bij zijn aangifte alle bewijsstukken voegen die betrekking hebben op zijn status, zijn persoonlijke situatie of zijn verklaringen. Bovendien moet hij, op verzoek van de Administratie en zonder zich te moeten verplaatsen, alle boeken en documenten voorleggen die nodig zijn om de belasting vast te stellen.

§3 In geval van wijziging van de belastinggrondslag moet binnen vijftien dagen na deze wijziging een nieuwe aangifte worden gedaan bij de gemeentelijke overheid.

§4 Elk nieuw apparaat of oplaadpunt voor elektrische voertuigen dat in de loop van een boekjaar wordt geïnstalleerd, moet binnen dezelfde periode van vijftien dagen worden aangegeven.

Artikel 7

De verklaring blijft geldig voor de volgende belastingjaren totdat zij wordt ingetrokken.

Artikel 8

De bij de belastingdienst ingediende verklaring ontslaat niet van de verplichting om toestemming te verkrijgen van de bevoegde autoriteit indien deze vereist is.

VI. AMBTSHALVE BELASTINGEN

Artikel 9

§1 Indien de belastingplichtige geen aangifte indient binnen de vastgestelde termijn of indien hij een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte indient, wordt de belasting ambtshalve geheven op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

§2 Alvorens over te gaan tot de ambtshalve aanslag, brengt de Administratie de belastingplichtige op de hoogte van de redenen voor het gebruik van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de methode voor het bepalen van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§3 De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

De belastingschuldige is verplicht de juistheid van de gegevens waarop hij zich beroept te bewijzen.

Het gemeentebestuur zal de belasting automatisch registreren als de belastingplichtige aan het einde van deze periode geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§4 De ambtshalve vastgestelde belastingen kunnen worden verhoogd volgens de volgende schaal:

- Bij een eerste overtreding: verhoging van 50% ;
- Bij een tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding is begaan: verhoging met 100%;
- Voor de derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding werd begaan: een toeslag van 200%.

Onder overtreding wordt verstaan het niet indienen van een aangifte, het niet indienen van een aangifte op de vervaldatum, het onjuist, onvolledig of onnauwkeurig indienen van een belastbare situatie, ongeacht of deze betrekking heeft op dezelfde belasting en/of dezelfde verrekening. Voor het bepalen van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingbetaler op het moment van een nieuwe overtreding al minstens dertig kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de boete voor een eerdere overtreding.

VII. CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 10

§1 De voor de toepassing van dit reglement noodzakelijke controles, onderzoeken en geschillen worden vastgelegd door de daartoe door het college van burgemeester en schepenen aangewezen ambtenaar/ambtenaren.

§2 De door de ambtenaar of ambtenaren opgestelde verslagen zijn authentiek tot bewijs van het tegendeel.

VIII. TERUGVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 11

Deze belasting wordt geïnd door middel van een rol overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vaststelling, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen aangenomen op 13 april 2019.

§. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Dit bezwaarschrift moet schriftelijk worden ingediend en moet, op straffe van verval, worden ingediend per post, door afgifte tegen ontvangstbewijs aan het loket van de gemeentelijke belastingadministratie, per fax of per elektronische post binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het waarschuwingsuittreksel uit het kohier.

§2 Deze klacht moet worden gemotiveerd, gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger.

§3 De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die wenst te worden gehoord, moet dit ook uitdrukkelijk vermelden in zijn klacht.

§4 Het indienen van een vordering schort de vervaldatum van de belasting en de nalatigheidsinteressen niet op.

IX. HANDHAVING

Artikel 13

Deze verordening is van toepassing met ingang van 1 april 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 28 maart 2025

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos